CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPECES
DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACEES D'EXTINCTION

Douzième session de la Conférence des Parties
Santiago (Chili), 3 – 15 novembre 2002

Interprétation et application de la Convention

Dérogations et dispositions commerciales spéciales

Objets personnels

OBJETS PERSONNELS EN CUIR DE CROCODILIEN

1. Le présent document est soumis par le Venezuela.

Contexte

2. Depuis l'entrée en vigueur de la Convention sur le commerce international des espèces de flore et de faune sauvages menacées d'extinction (CITES) et, en particulier, depuis l'adoption d'Action 21 à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), tenue à Rio en 1992, la relation entre le commerce et la conservation a évolué positivement à maints égards. Pour ce qui est des peaux de crocodiliens, le commerce évolue de plus en plus vers un outil auxiliaire de résolution de problèmes de conservation particuliers.
3. Le Groupe CSE/UICN de spécialistes des crocodiliens a réagi de façon positive à tous ces changements, en collaborant avec des acteurs du secteur privé à promouvoir l'utilisation durable, et en supprimant les prélèvements non durables tout en réduisant largement le commerce illicite.
4. Ces dernières années, très peu de cas de commerce illicite important de crocodiliens ont été signalés. Ce progrès est largement imputable à l'introduction réussie d'un Système universel d'étiquetage pour l'identification des peaux de crocodiliens exportés par les Etats de l'aire de répartition. Introduit avec succès avec le soutien intellectuel et technique du GSC, ce système garantit l'origine licite des produits présents dans le commerce. Cette évolution positive a été confirmée par plusieurs enquêtes sur le commerce international des peaux de crocodiliens, ouvertes par le biais de l'Etude internationale sur l'alligator et le crocodile menée en étroite collaboration avec TRAFFIC International et le Centre de surveillance continue de la conservation mondiale de la nature (PNUE-WCMC), Cambridge, Royaume-Uni.
5. Cependant, depuis plusieurs années, le Groupe CSE/UICN de spécialistes des crocodiliens a compris que les programmes de conservation fondés sur le commerce rencontrent des problèmes liés aux forces du marché. Le GSC encourage, en principe, la promotion des produits licites de spécimens de crocodiliens issus de programmes réussis, bénéfiques à la conservation des crocodiliens. La manipulation des marchés et les mesures de dissuasion se sont révélées relativement utiles pour les programmes fondés sur l'utilisation durable des crocodiliens. L'une des mesures de dissuasion recensées concerne les mesures internes plus strictes autorisées par la Convention et adoptées par de nombreuses Parties pour le déplacement d'objets personnels en cuir de crocodiliens issus de spécimens d'espèces de l'Annexe II.
6. Ces mesures internes plus strictes découragent l'achat et la détention d'objets personnels en peau de crocodiliens de l'Annexe II, empêchant les programmes qui les produisent de bénéficier des mesures d'incitation économiques et à la conservation. En outre, ces mesures imposent une charge de travail

considérable et inutile aux autorités chargées de la lutte contre la fraude dans les pays d'exportation et d'importation, sans aucun bénéfice pour la conservation.

7. Le GSC encourage les Parties à aligner leur législation nationale sur le texte de la Convention. Le déplacement d'un pays à un autre d'objets personnels issus de spécimens d'espèces de crocodiliens de l'Annexe II prélevés et commercialisés licitement, devrait être autorisé selon une procédure simplifiée conforme aux dispositions de la Convention.
8. L'Article VII de la CITES prévoit plusieurs dérogations. Pour ce qui est du commerce des produits manufacturés qui sont des objets personnels, les dispositions de l'Article VII, paragraphe 3 (objets personnels), et des paragraphes 4 et 5 (spécimens d'espèces élevés en captivité) sont importants. Etant donné que la grande majorité des peaux de crocodiliens entrant dans le commerce international proviennent de spécimens élevés en ranch ou dans des élevages en circuit fermé et n'ont pas été prélevés directement dans la nature, toute procédure simplifiée conforme aux dispositions de l'Article VII, paragraphe 3 b), permettrait d'alléger la charge de travail de bon nombre d'organes de gestion sans pour autant porter préjudice à la conservation des espèces concernées.
9. Afin d'avoir une idée précise de la façon dont les principales Parties CITES qui sont des pays de consommation et de fabrication de cuir de crocodiliens appliquent ces dispositions, un certain nombre de celles qui pratiquent un commerce important de produits en cuir de crocodiliens ont été contactées dans le cadre d'une initiative lancée par le groupe CSE/UICN de spécialistes des crocodiliens ("Conservation des crocodiliens axée sur les forces du marché"). Réalisée en 1998, cette enquête représentait aussi une contribution du GSC à l'application, par le Secrétariat CITES, de la décision 10.103, demandant d'effectuer une étude des mesures plus strictes adoptées par les Parties, afin d'obtenir des informations actualisées pour déterminer si les organes de gestion CITES appliquent ces dispositions en termes généraux et, plus précisément, concernant les importations, exportations ou réexportations de produits manufacturés en cuir de crocodiliens à titre d'objets personnels.
10. Des renseignements ont été fournis par l'Australie, la Chine, le Mexique, la Suisse, tous Etats membres de l'Union européenne, ainsi que par les Etats-Unis d'Amérique. Aucun de ces pays, à l'exception des Etats-Unis, n'applique les dispositions de l'Article VII, paragraphe 3 (objets personnels). La plupart ont adopté des mesures internes plus strictes, conformément aux dispositions de l'Article XIV, paragraphe 1, de la Convention.

Identification et classification des types d'objets personnels ou à usage domestique

11. Toute initiative visant à faciliter le commerce international des "objets personnels ou à usage domestique" en cuir de crocodiliens nécessite une définition claire de ces termes afin de permettre une limitation précise de la portée des dérogations à accorder à des fins de lutte contre la fraude, conformément aux dispositions de la Convention.
12. Ainsi, les objets personnels ou à usage domestique se limiteront aux spécimens morts détenus par des particuliers, ou aux parties et produits desdits spécimens qu'ils détiennent. Toutefois, les spécimens utilisés à des fins commerciales ou transportés en vue d'être vendus ou offerts à un tiers (par ex. à titre de cadeau ou de don) ne seront pas considérés comme objets personnels ou à usage domestique.
13. Seuls les objets transportés en tant que bagages à main ou, dans le cas du déménagement de particuliers, transportés séparément en vue d'être remis aux particulier concernés, seront considérés comme objets personnels ou à usage domestique.
14. Afin de prévenir tout abus, les dérogations se limiteront, pour chaque particulier, à un nombre maximal de huit objets en cuir de spécimens d'espèces de crocodiliens inscrites à l'Annexe II, susceptibles d'être exemptés des dispositions CITES ou de remplir les conditions requises pour bénéficier d'une procédure simplifiée pour la délivrance du permis.

Questions devant être examinées par la Conférence des Parties

15. Pour les objets en cuir de crocodiliens, les mesures internes plus strictes qui exigent, pour les objets personnels issus de spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe II de la CITES, qu'un permis d'exportation soit délivré une fois que ces objets ont quitté le pays, sont inutiles. Des mesures internes plus strictes que les dispositions de la CITES ont été recensées dans la plupart des principaux pays de consommation d'objets en cuir de crocodiliens (Japon, Etats membres de l'Union européenne, etc.). Pour remédier à cette situation, les pays pourraient s'attacher à harmoniser les réglementations ainsi qu'à encourager et faciliter le déplacement de produits de crocodiliens prélevés et commercialisés licitement et qui sont des objets personnels ou à usage domestique issus d'espèces inscrites à l'Annexe II de la Convention.
16. Pour atteindre cet objectif, il conviendrait que la Conférence des Parties, à sa 12^e session, examine et adopte une résolution sur les objets personnels ou à usage domestique en cuir de crocodiliens issus d'espèces de l'Annexe II. Des démarches similaires ont été retenues dans le passé par la Conférence des Parties pour résoudre les problèmes liés aux objets personnels concernant d'autres espèces inscrites aux annexes (par ex. les esturgeons et les bâtons de pluie).

COMMENTAIRES DU SECRETARIAT

- A. Le Secrétariat note la pertinence des questions soulevées dans ce document dans un débat plus large visant à parvenir au consensus sur une interprétation claire et uniforme de la dérogation pour les objets personnels ou à usage domestique, y compris le recours éventuel à des limites de quantité et des procédures simplifiées au niveau de la documentation ou autres, pour faciliter les transactions non commerciales qui ne risquent pratiquement pas d'avoir des effets négatifs pour la conservation.
- B. Toutefois, le Secrétariat n'appuie pas le projet de résolution car il estime que l'effort fait pour définir et guider l'application de la dérogation concernant les "objets personnels ou à usage domestique" devrait avoir une portée plus large, comme suggéré dans le projet de résolution présenté en annexe au document CoP12 Doc. 54.1.

PROJET DE RESOLUTION DE LA CONFERENCE DE S PARTIES

Objets personnels ou à usage domestique en cuir de crocodilien

RAPPELANT que l'Article VII, paragraphe 3, de la Convention, stipule que les dispositions des Articles III, IV et V ne s'appliquent pas aux spécimens qui sont des objets personnels ou à usage domestique;

RAPPELANT que la résolution Conf. 10.6 recommande aux Parties d'améliorer le contrôle du commerce des spécimens constituant des souvenirs pour touristes;

CONSTATANT en outre que les souvenirs en cuir de crocodiliens sont généralement issus de spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe II de la Convention élevés en ranch ou en captivité;

RECONNAISSANT que les Parties n'ont toujours pas défini l'expression "objets personnels ou à usage domestique";

LA CONFERENCE DES PARTIES À LA CONVENTION

ACCEPTTE d'interpréter l'expression "objets personnels ou à usage domestique", aux fins de la présente résolution, comme s'appliquant uniquement aux spécimens morts détenus par des particuliers, ou aux parties et produits desdits spécimens, à condition que ces objets soient transportés comme bagages à main ou, dans le cas du déménagement de particuliers, transportés séparément afin d'être remis ultérieurement aux particuliers concernés;

PRIE instamment les Parties de ne pas considérer les spécimens comme des objets personnels ou à usage domestique s'ils sont utilisés à des fins commerciales, transportés pour la vente ou destinés à être offerts en cadeau à un tiers; et

RECOMMANDE aux Parties d'harmoniser leurs législations nationales touchant au commerce international des "objets personnels ou à usage domestique" en cuir de crocodiliens, conformément aux dispositions de l'Article VII, paragraphe 3 b), de la Convention, et de limiter cette dérogation pour chaque particulier à un maximum de huit spécimens issus:

- a) d'espèces de crocodiliens inscrites à l'Annexe II; ou
- b) d'espèces de l'Annexe I qui ont été élevés en captivité conformément aux dispositions de la Convention.